

COUR D'ARBITRAGE

[2006/203514]

Extrait de l'arrêt n° 156/2006 du 18 octobre 2006

Numéro du rôle : 4036

En cause : la demande de suspension de la loi du 20 juillet 2006 modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, introduite par l'ASBL Fédération royale de l'industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 17 août 2006 et parvenue au greffe le 18 août 2006, une demande de suspension de la loi du 20 juillet 2006 modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (publiée au *Moniteur belge* du 7 août 2006) a été introduite par l'ASBL Fédération royale de l'industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, avenue Général de Gaulle 51/5, la SA Nestlé Waters Benelux, dont le siège social est établi à 6740 Etalle, rue du Bois 1, et la SA Danone Waterbrands Benelux, dont le siège social est établi à 1150 Bruxelles, avenue de Broqueville 12.

Par requête séparée, les parties requérantes demandent également l'annulation de la loi du 20 juillet 2006 précitée.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. Dans sa version antérieure à la loi-programme du 22 décembre 2003, l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat disposait :

« § 1^{er}. Une cotisation d'emballage est perçue, lors de la mise à la consommation de boissons conditionnées dans des récipients individuels, au taux de 11,6262 EUR par hectolitre de produit contenu dans ces récipients.

§ 2. Les récipients réutilisables ne sont pas soumis à la cotisation d'emballage, moyennant le respect des conditions suivantes :

a) la personne physique ou morale qui met à la consommation des boissons conditionnées dans des récipients individuels fournit la preuve que ces récipients sont réutilisables, c'est-à-dire qu'ils peuvent être remplis au moins sept fois, et que ces récipients sont récupérés via un système de consigne et sont effectivement réutilisés;

b) le montant de la consigne est au minimum de 0,16 euro pour les récipients d'une contenance de plus de 0,5 litre et de 0,08 EUR pour les récipients d'une contenance inférieure ou égale à 0,5 litre;

[...]

§ 3. Sont exonérés de la cotisation d'emballage :

[...]

2° les emballages de boissons principalement constitués par un des matériaux visés à l'annexe 18;

3° les emballages de boissons constitués, par type de matériau, d'une quantité minimale de matériaux recyclés, dont le pourcentage est fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, confirmé ensuite par la loi.

§ 4. L'exonération visée au paragraphe 3 est octroyée aux conditions ci-après :

a) la personne physique ou morale qui met à la consommation des boissons conditionnées dans des récipients individuels fournit la preuve que ces récipients répondent aux conditions fixées par le Roi;

[...]

§ 5. Un organisme de contrôle indépendant, agréé par le Ministre de l'Economie, vérifie la teneur en matériaux recyclés des emballages pour boissons sur la base des volumes de matériaux recyclés et de matières premières vierges qui sont utilisées pour produire les récipients pour boissons susceptibles de bénéficier de l'exonération ».

B.1.2. L'article 358, a), de la loi-programme du 22 décembre 2003 a réduit le taux de la cotisation d'emballage à un montant de 9,8537 euros par hectolitre.

L'article 358, b), a abrogé le 3° du paragraphe 3 de l'article 371 précité, tandis que les *litterae* c) et d) ont abrogé respectivement les paragraphes 4 et 5 de ce même article 371.

Ces modifications aboutissaient à la suppression de la possibilité pour les emballages non réutilisables de bénéficier de l'exonération de la cotisation prévue par l'article 371.

Par ailleurs, l'article 359 de la loi-programme du 22 décembre 2003 insérait dans la loi ordinaire du 16 juillet 1993 un article 371*bis* habilitant le Roi à prévoir une exonération de la cotisation d'emballage pour les emballages de boissons à usage unique, constitués d'une quantité de matières recyclées dont Il fixait le pourcentage minimal.

B.2. Par son arrêt n° 186/2005 du 14 décembre 2005, la Cour a annulé les articles 358, b), c) et d), et 359 de la loi-programme du 22 décembre 2003, maintenu les effets de l'article 358, b), c) et d), annulés, jusqu'au 24 juillet 2004 et maintenu les effets de l'article 359 annulé jusqu'au 30 juin 2006.

La Cour a considéré que l'habilitation conférée au Roi par l'article 371bis de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 violait l'article 172, alinéa 2, de la Constitution. En ce qui concerne l'article 371, elle a constaté que la loi-programme du 22 décembre 2003 supprimait l'exonération de la cotisation due pour les emballages de boissons constitués, par type de matériau, d'une quantité minimale de matériaux recyclés. Elle a jugé que cette mesure n'était ni objective ni raisonnablement justifiée et ce, pour les motifs suivants :

« B.15.1. Comme l'a déjà indiqué la Cour dans son arrêt n° 195/2004, le régime des écotaxes établissait initialement une différence de traitement entre les emballages réutilisables et les emballages recyclables, le législateur étant parti du principe que la réutilisation était préférable au recyclage.

Selon le législateur, l'instauration en 1993 de certaines écotaxes ne pouvait être dissociée de l'usage de la consigne, qui poursuivait deux objectifs : (1) mettre en œuvre un système de récupération assurant un taux très élevé de retours, ce qui garantirait l'efficacité de la récupération, et (2) rendre le producteur ou l'importateur du produit concerné responsable de la récupération et donc de sa gestion (élimination, recyclage ou réutilisation) (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 897/1, p. 75).

En vertu de l'ancien article 372 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, les emballages réutilisables pour boissons bénéficiaient, sous certaines conditions, d'une exonération de l'écotaxe lorsque le récipient pour boissons était soumis à un système de consigne en vue de le réutiliser.

Ce traitement plus favorable dont bénéficiaient initialement les emballages réutilisables par rapport aux emballages recyclables a cependant été étendu à ces derniers par une loi du 7 mars 1996. C'était à titre transitoire que l'article 373, § 4, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, inséré par la loi précitée, permettait une exonération de l'écotaxe lorsqu'un taux de recyclage par matériaux utilisés était atteint. Il n'était toutefois pas fait de distinction à cet égard selon que les matériaux recyclés obtenus étaient utilisés en vue de la fabrication de récipients pour boissons ou la fabrication d'autres produits.

B.15.2. La loi du 30 décembre 2002 portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écoréductions' exonérait, comme l'a déjà indiqué la Cour dans l'arrêt n° 195/2004, les emballages réutilisables de la cotisation d'emballage, moyennant le respect des conditions fixées dans la loi, mais elle soumettait en principe à la cotisation d'emballage les emballages de boissons non réutilisables. Une possibilité d'exonération pour les emballages composés d'une quantité minimale de matériaux recyclés était toutefois prévue. Cette possibilité d'exonération faisait l'objet, avant sa suppression par la loi attaquée, de l'article 373, § 3, 3°, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, tel qu'il a été inséré par la loi du 30 décembre 2002, et a été réintroduite par l'article 359 de la loi entreprise, en ce sens que la mise en œuvre de cette exonération a été confiée au Roi, après autorisation des autorités européennes.

Cette possibilité d'extension de l'exonération de la cotisation tendait, selon les travaux préparatoires de la loi précitée du 30 décembre 2002, à ne pas soumettre à la cotisation d'emballage les opérateurs économiques qui auront fait l'effort d'utiliser les emballages constitués partiellement de matériaux recyclés afin de ' continuer et d'amplifier les systèmes mis en place pour le tri, la récupération et le recyclage des déchets d'emballages depuis plusieurs années, ce recyclage permettant d'obtenir de la matière première secondaire nécessaire à la fabrication des nouveaux récipients' (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-1912/001, p. 27).

B.15.3. Il apparaît par ailleurs de ces mêmes travaux préparatoires que cette possibilité d'exonération a été adoptée en raison de la fin de la période transitoire au cours de laquelle les emballages recyclables pouvaient obtenir une exonération de l'écotaxe et en vue d'éviter de pénaliser certains secteurs économiques ' et d'entraîner la mise en faillite d'un nombre considérable de petites et moyennes entreprises ' (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-1912/001, p. 6).

B.15.4. Comme l'a déjà relevé la Cour dans son arrêt n° 195/2004, la différence de traitement entre les emballages pour boissons réutilisables et non réutilisables n'est pas sans justification raisonnable. Le législateur a raisonnablement pu estimer que les emballages réutilisables qui sont soumis à un système de consignes offrent davantage de garanties, dans le domaine de la prévention de l'apparition de déchets, que les emballages non réutilisables, dès lors que le risque qu'ils puissent être éliminés de manière injustifiée ou aboutir dans les déchets ménagers est, dans de nombreux cas, plus petit par comparaison avec les emballages non réutilisables, les consommateurs étant incités par la consigne à restituer les emballages après leur utilisation et les producteurs étant tenus de remplir au moins sept fois les emballages réutilisables.

B.15.5. Il est vrai que diverses études révèlent que le recours à des emballages non réutilisables, en supposant qu'ils puissent en grande partie être collectés de manière sélective et recyclés, pourrait aboutir à un résultat équivalent en matière de limitation de la production de déchets résiduels et que, en fonction des hypothèses examinées, le bilan environnemental global, pour lequel il est tenu compte de tous les effets sur l'environnement pendant toute la durée de vie du récipient pour boissons, pourrait se révéler positif pour certains emballages non réutilisables, à certaines conditions rigoureuses.

Dès lors que ce résultat ne pourrait être atteint qu'à des conditions à préciser, qui, de par leur nature, diffèrent de celles applicables aux emballages réutilisables, il appartient au législateur, compte tenu des données scientifiques disponibles à cet égard, de déterminer à quelles conditions les emballages non réutilisables entrent en ligne de compte pour une exonération de la cotisation d'emballage.

B.16. Il découle de la disposition attaquée et de l'annulation de l'article 359 de la loi-programme du 22 décembre 2003 (premier moyen) qu'une possibilité d'exonération n'est plus prévue pour les emballages de boissons non réutilisables.

Eu égard à ce qui précède, il n'est ni objectif ni raisonnablement justifié que les emballages de boissons non réutilisables ne puissent être exonérés de la cotisation d'emballage à aucune condition, même pas au cas où des pourcentages de recyclage particulièrement élevés seraient atteints ».

B.3. Depuis son remplacement par l'article 2 de la loi du 20 juillet 2006, l'article 371 précité dispose :

« § 1^{er}. Une cotisation d'emballage est due :

1° lors de la mise à la consommation en matière d'accise des boissons visées à l'article 370, conditionnées dans des récipients individuels;

2° lors de la mise sur le marché belge des boissons susvisées conditionnées en récipients individuels lorsque ce conditionnement a lieu postérieurement à la mise à la consommation en matière d'accise de ces boissons.

Cette cotisation s'élève à :

— 0 EUR par hectolitre de produit contenu dans des récipients individuels réutilisables;

— 9,8537 EUR par hectolitre de produit contenu dans des récipients individuels non réutilisables.

§ 2. Aux fins de bénéficier du taux afférent aux récipients individuels réutilisables, il doit être satisfait aux conditions suivantes :

a) la personne physique ou morale qui met à la consommation des boissons conditionnées dans des récipients individuels fournit la preuve que ces récipients sont réutilisables, c'est-à-dire qu'ils peuvent être remplis au moins sept fois, et que ces récipients sont récupérés via un système de consigne et sont effectivement réutilisés;

b) le montant de la consigne est au minimum de 0,16 EUR pour les récipients d'une contenance de plus de 0,5 litre et de 0,08 EUR pour ceux d'une contenance inférieure ou égale à 0,5 litre.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les récipients individuels de boissons principalement constitués par un des matériaux visés à l'annexe 18 ne sont pas soumis à la cotisation d'emballage ».

B.4. Ce remplacement de l'article 371 a été justifié par la nécessité d'adapter la législation à la suite de l'arrêt n° 186/2005 de la Cour. Cette nécessité a été présentée comme suit dans l'exposé des motifs :

« La loi originale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat étant basée sur le concept de favoriser les emballages réutilisables à l'encontre des emballages jetables, le législateur pense donc que ce concept est toujours de mise et qu'il y a donc lieu de maintenir cet avantage aux récipients pour boissons réutilisables.

Pour y parvenir sans nuire aux effets budgétaires de cette cotisation d'emballage, avec le même souci que celui exprimé par la Cour dans son arrêt, il semble donc nécessaire de créer cet avantage par le biais d'une différenciation de taux de cette cotisation d'emballage selon le type d'emballage utilisé.

C'est pourquoi, l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat est entièrement réécrit de manière à prévoir un taux de 0 EUR par hectolitre pour les types d'emballages réutilisables, un taux de 9,8537 EUR par hectolitre pour les types d'emballages jetables et une non soumission à la cotisation d'emballage pour les récipients constitués de bois, de grès, de porcelaine ou de cristal comme c'est déjà le cas depuis le début de la mise en œuvre de la loi.

Les nouvelles dispositions de cet article 371 devraient entrer en vigueur dans les meilleurs délais afin de répondre favorablement à la Cour d'Arbitrage qui souhaite que des mesures soient adoptées par le Législateur pour le 1^{er} juillet 2006 » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2596/001, p. 5).

Le rapport de la commission des Finances et du Budget indique en outre :

« Le ministre constate que, dans son avis n° 40.709/2, le Conseil d'Etat revient sur l'opportunité d'opérer un traitement différencié des récipients réutilisables et des récipients recyclables. Or, la loi ordinaire du 16 janvier 1993 est précisément basée sur ce concept de différenciation.

Dans ses arrêts nos 195/2004 et 186/2005, la Cour d'arbitrage relève que la différence de traitement entre les emballages pour boissons réutilisables et non réutilisables n'est pas sans justification raisonnable '.

Quant aux critiques formulées concernant la rétroactivité, le ministre indique qu'elle n'aura en réalité aucun effet étant donné que le présent projet de loi remplace une exonération par un taux zéro.

L'objectif poursuivi par la loi ordinaire du 16 janvier 1993, à savoir favoriser le recours aux emballages réutilisables, s'est révélé être un échec. Le recyclage a en effet pris une part de plus en plus importante dans notre pays.

[...]

Enfin, le ministre se déclare encore toujours favorable à une sortie complète du système des écotaxes » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2596/002, pp. 12 et 13).

Quant à l'intérêt

B.5. L'activité des deuxième et troisième parties requérantes risque, en tant qu'elle concerne la production ou la distribution d'eaux minérales ou d'eaux de source, d'être affectée directement et défavorablement par des dispositions qui modifient le taux et les règles d'exonération d'une cotisation sur les emballages de ces boissons.

Ces parties requérantes semblent dès lors justifier, au stade actuel de l'examen du dossier par la Cour, de l'intérêt à demander la suspension de ces dispositions. Dans la mesure où l'intérêt de ces parties est ainsi établi, il n'est pas indispensable que la Cour vérifie l'intérêt de la première partie requérante.

Quant aux conditions de la suspension

B.6. Les parties requérantes demandent la suspension de la disposition attaquée en application de l'article 20, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage. Depuis sa modification par la loi spéciale du 9 mars 2003, cet article dispose que la Cour peut suspendre une norme législative :

« si un recours est exercé contre une norme identique ou similaire à une norme déjà annulée par la Cour d'arbitrage et qui a été adoptée par le même législateur ».

L'amendement qui a abouti à ajouter les mots « ou similaire » dans le texte de l'article 20, 2^o, était ainsi motivé :

« Cette modification vise à renforcer l'autorité des arrêts de la Cour, en rendant une suspension aussi possible lorsqu'une instance législative tente de se soustraire à cette autorité en édictant de nouvelles normes, qui, s'il est vrai qu'elles ont été légèrement modifiées, ne permettent toujours pas, sur le fond, de lever les objections qui ont conduit la Cour d'arbitrage à prendre un précédent arrêt d'annulation. En pareil cas, il n'y a aucune raison d'exclure la procédure de suspension, ce que l'on faisait jusqu'à présent, en raison de la rigidité de la formulation de l'article 20 » (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-897/4, p. 10).

Quant au caractère identique ou similaire à la norme annulée de la norme attaquée

B.7.1. Dans le premier moyen, les parties requérantes font valoir qu'en adoptant une disposition législative aux effets absolument équivalents à ceux créés par une disposition législative annulée par la Cour pour violation des articles 10 et 11 de la Constitution, le législateur méconnaît à nouveau les articles 10, 11 et 172 de la Constitution.

B.7.2. Le nouvel article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 remplace un régime par lequel les récipients réutilisables étaient exonérés de la cotisation en cause alors qu'une cotisation était due pour les récipients non réutilisables, par un régime dans lequel tous les récipients en cause sont soumis à la cotisation, cette cotisation étant cependant égale à zéro pour les récipients qui pouvaient bénéficier de l'exonération prévue par le régime précédent.

B.7.3. Il est certes exact, comme l'a déclaré le représentant du ministre devant la section de législation du Conseil d'Etat saisie de l'avant-projet de loi ayant abouti à la norme attaquée, qu'un régime de taxation, même égale à zéro, se distingue d'un régime d'exonération :

« En ce qui concerne le taux de 0 EUR/hectolitre que nous introduisons dans la loi, cela est fait de la même manière que le font par exemple le Luxembourg, l'Allemagne ou les Pays-Bas pour les vins tranquilles, en vertu de l'article 5 de la directive 92/84/CEE du Conseil des Communautés européennes du 19 octobre 1992 (JOCE du 31 octobre 1992 n° L 316) concernant le rapprochement des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées qui fixe à 0 ECU par hectolitre l'accise minimale à appliquer sur les vins tranquilles et les vins mousseux.

Le fait de fixer un taux 0 signifie qu'il y a donc un taux même s'il est nul et qu'en conséquence les produits soumis à ce taux sont aussi soumis au régime d'accise prévu par la directive 92/12/CEE, précitée. Ils se trouveront donc en entrepôt fiscal et devront faire l'objet d'une déclaration de mise à la consommation (en Belgique un ACC 4) lors de la sortie de cet entrepôt fiscal pour la consommation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2596/001, p. 11, en note).

La section de législation du Conseil d'Etat a cependant fait observer que la réitération des erreurs du passé pouvait être crainte (*ibid.*, p. 9) et, surtout, qu'elle n'apercevait aucune justification du traitement différencié des récipients en cause, prévu par le projet, l'objectif budgétaire poursuivi par celui-ci ne permettant pas de faire fi de la Constitution (*ibid.*, p. 11).

B.7.4. Il peut être admis que les récipients qui sont réutilisables et ceux qui ne le sont pas fassent l'objet, quant à la cotisation en cause, d'une différence de traitement dont il appartient au législateur de déterminer les modalités. Il reste qu'en l'espèce, la mesure qui, indépendamment du point de savoir si elle procède de considérations budgétaires ou environnementales, se limite à remplacer une exonération par une taxation égale à zéro, ne fait pas disparaître la discrimination qui avait conduit à l'annulation des dispositions de la loi du 22 décembre 2003 par l'arrêt n° 186/2005.

Même si la loi attaquée est présentée comme une loi de réparation, par laquelle le législateur entend en outre sauvegarder les impératifs budgétaires dont il a la charge, elle ne prend pas en compte les conditions, évoquées par l'arrêt n° 186/2005 (B.15.5), auxquelles le bilan environnemental global pourrait se révéler positif pour certains emballages non réutilisables et auxquelles, compte tenu des données scientifiques disponibles, ces emballages pourraient entrer en ligne de compte pour un régime plus favorable que celui auquel ils sont actuellement soumis. Les travaux préparatoires de la loi attaquée n'indiquent pas que le législateur aurait examiné et jugé irréalisables les conditions auxquelles, compte tenu desdites données scientifiques, un tel régime aurait pu être octroyé aux redevables intéressés.

B.8. Il découle de ce qui précède que, malgré les modifications qu'il contient, le nouvel article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 reprend, en ce qui concerne le grief formulé par les parties requérantes, l'essentiel de la disposition ancienne et est entaché du même vice, de telle sorte qu'il s'agit d'une norme similaire à celle que la Cour a annulée, au sens de l'article 20, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.9. Compte tenu de ce constat, l'examen des autres moyens ne présente pas d'utilité dans l'état actuel de la procédure.

B.10.1. Lors de l'examen de l'affaire au cours de l'audience du 13 septembre 2006, le Conseil des ministres a fait valoir que la suspension n'aurait pas d'effet utile puisqu'elle aboutirait à remettre en vigueur les dispositions correspondantes de l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, dans la rédaction qu'elles avaient avant leur modification par la loi attaquée, c'est-à-dire telles qu'elles ont été remplacées par l'article 25 de la loi-programme du 9 juillet 2004, disposition qui ne fit l'objet d'aucun recours en annulation et sur la base de laquelle les parties requérantes ne disposeraient pas de la possibilité d'être exonérées de la cotisation en cause.

B.10.2. La Cour ne peut préjuger de ce que cet article 371 sera appliqué, compte tenu de la portée de l'arrêt n° 186/2005, ni de l'issue du contentieux auquel cette application pourrait donner lieu.

Par ces motifs,

la Cour

suspend l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, tel qu'il a été remplacé par l'article 2 de la loi du 20 juillet 2006 modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 précitée.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 18 octobre 2006.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

[2006/203514]

Uittreksel uit arrest nr. 156/2006 van 18 oktober 2006

Rolnummer 4036

In zake : de vordering tot schorsing van de wet van 20 juli 2006 tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, ingesteld door de VZW Fédération royale de l'industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 17 augustus 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 augustus 2006, is een vordering tot schorsing ingesteld van de wet van 20 juli 2006 tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 2006), door de VZW Fédération royale de l'industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Generaal de Gaullelaan 51/5, de NV Nestlé Waters Benelux, met maatschappelijke zetel te 6740 Etalle, rue du Bois 1, en de NV Danone Waterbrands Benelux, met maatschappelijke zetel te 1150 Brussel, de Broquevillelaan 12.

Bij afzonderlijk verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de vernietiging van voormelde wet van 20 juli 2006.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. In de versie die dateert van vóór de programmawet van 22 december 2003 bepaalde artikel 371 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur :

« § 1. Er wordt een verpakkingshelling geheven bij het in het verbruik brengen van dranken verpakt in individuele verpakkingen en dit tegen een tarief van 11,6262 EUR per hectoliter product die aldus is verpakt.

§ 2. De herbruikbare verpakkingen zijn niet aan de verpakkingshemming onderworpen, mits naleving van de volgende voorwaarden :

a) de natuurlijke of rechtspersoon die dranken in het verbruik brengt in individuele verpakkingen levert het bewijs dat de verpakkingen herbruikbaar zijn, met andere woorden dat ze minstens zevenmaal hervuld kunnen worden, en dat die verpakkingen opgehaald worden via een statiegeldstelsel en daadwerkelijk opnieuw gebruikt worden;

b) het bedrag van het statiegeld is minstens : 0,16 EUR voor de verpakkingen met een inhoud van meer dan 0,5 liter en van 0,08 EUR voor de verpakkingen van minder of gelijk aan 0,5 liter;

[...]

§ 3. Worden van de verpakkingshemming vrijgesteld :

[...]

2° de drankverpakkingen die hoofdzakelijk bestaan uit één van de grondstoffen opgenomen in bijlage 18;

3° de drankverpakkingen die, per soort grondstof, bestaan uit een minimumhoeveelheid gerecycleerde grondstoffen, waarvan het percentage vastgesteld werd bij een na overleg in de Ministerraad vastgesteld en daarna bij wet bekrachtigd koninklijk besluit.

§ 4. De in paragraaf 3 bedoelde vrijstelling wordt onder volgende voorwaarden toegekend :

a) de natuurlijke of rechtspersoon die dranken in individuele verpakkingen in het verbruik brengt, levert het bewijs dat die verpakkingen beantwoorden aan de door de Koning bepaalde voorwaarden;

[...]

§ 5. Een onafhankelijke controle-instelling, erkend door de Minister van Economie, verifieert het gehalte aan gerecycleerde grondstoffen van de drankverpakkingen op grond van de hoeveelheden gerecycleerde grondstoffen en primaire grondstoffen die gebruikt worden bij de vervaardiging van de verpakkingen die voor de vrijstelling in aanmerking zouden kunnen komen ».

B.1.2. Artikel 358, a), van de programmawet van 22 december 2003 heeft het tarief van de verpakkingshemming tot een bedrag van 9,8537 euro per hectoliter verlaagd.

Artikel 358, b), heeft het 3° van paragraaf 3 van het voormelde artikel 371 opgeheven, terwijl de *litterae* c) en d) respectievelijk de paragrafen 4 en 5 van hetzelfde artikel 371 hebben opgeheven.

Die wijzigingen hebben geleid tot de afschaffing van de mogelijkheid voor de niet-herbruikbare verpakkingen om de in artikel 371 bedoelde vrijstelling van de heffing te genieten.

Bovendien voegde artikel 359 van de programmawet van 22 december 2003 in de gewone wet van 16 juli 1993 een artikel 371bis in waarbij de Koning ertoe werd gemachtigd te voorzien in een vrijstelling van de verpakkingshemming voor de drankverpakkingen voor eenmalig gebruik die een hoeveelheid gerecycleerde grondstoffen bevatten waarvan Hij het minimumpercentage vaststelde.

B.2. Bij zijn arrest nr. 186/2005 van 14 december 2005 heeft het Hof de artikelen 358, b), c) en d), en 359 van de programmawet van 22 december 2003 vernietigd, de gevolgen van het vernietigde artikel 358, b), c) en d), tot en met 24 juli 2004 gehandhaafd en de gevolgen van het vernietigde artikel 359 tot en met 30 juni 2006 gehandhaafd.

Het Hof heeft geoordeeld dat de machtiging die aan de Koning werd verleend bij artikel 371bis van de gewone wet van 16 juli 1993, artikel 172, tweede lid, van de Grondwet schond. Wat artikel 371 betreft, heeft het Hof vastgesteld dat de programmawet van 22 december 2003 de vrijstelling van de verschuldigde heffing afschafte voor de drankverpakkingen die, per soort grondstof, bestaan uit een minimumhoeveelheid gerecycleerde grondstoffen. Het heeft geoordeeld dat die maatregel noch objectief noch redelijkerwijze verantwoord was, en zulks om de volgende motieven :

« B.15.1. Zoals het Hof reeds heeft aangegeven in zijn arrest nr. 195/2004, voorzag de regeling van de milieutaksen aanvankelijk in een verschil in behandeling tussen de herbruikbare verpakkingen en de recycleerbare verpakkingen, waarbij de wetgever ervan uitging dat het hergebruik wenselijker was dan de recyclage.

Volgens de wetgever kon de invoering in 1993 van sommige milieutaksen niet los worden gezien van het gebruik van statiegeld, waarmee twee doelstellingen werden nagestreefd : (1) een systeem van recuperatie instellen waardoor een zeer hoog percentage verpakkingen wordt terugbezorgd, wat de efficiëntie van de recuperatie zou garanderen, en (2) de producent of invoerder van het betrokken product verantwoordelijk stellen voor de recuperatie en derhalve voor het beheer ervan (verwijdering, recyclage of hergebruik) (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 897/1, p. 75).

Krachtens het vroegere artikel 372 van de gewone wet van 16 juli 1993 genoten de herbruikbare drankverpakkingen, onder bepaalde voorwaarden, een vrijstelling van de milieutaks, indien de drankverpakking was onderworpen aan een stelsel van statiegeld teneinde te worden hergebruikt.

Die voorkeursbehandeling die de herbruikbare verpakkingen aanvankelijk genoten ten opzichte van de recycleerbare verpakkingen is echter tot de laatstvermelde uitgebreid bij een wet van 7 maart 1996. Artikel 373, § 4, van de gewone wet van 16 juli 1993, ingevoegd bij de voormelde wet, maakte bij wege van overgangsmaatregel een vrijstelling van de milieutaks mogelijk indien een recyclagepercentage per gebruikte grondstof werd bereikt. Daarbij werd evenwel geen onderscheid gemaakt naargelang het verkregen gerecycleerde materiaal werd gebruikt voor de vervaardiging van drankverpakkingen of voor de vervaardiging van andere producten.

B.15.2. De wet van 30 december 2002 houdende diverse fiscale bepalingen op het stuk van milieutaksen en ecobonussen stelde, zoals het Hof reeds aangaf in het arrest nr. 195/2004, de herbruikbare verpakkingen vrij van de verpakkingshemming, mits naleving van de in de wet bepaalde voorwaarden, maar onderwierp de niet-herbruikbare drankverpakkingen principieel aan de verpakkingshemming. Er was evenwel in een vrijstellingsmogelijkheid voorzien voor de verpakkingen die een minimumhoeveelheid gerecycleerde grondstoffen bevatten. Die vrijstellingsmogelijkheid was, vóór de opheffing ervan bij de bestreden wet, opgenomen in artikel 373, § 3, 3°, van de gewone wet van 16 juli 1993, zoals ingevoegd bij de wet van 30 december 2002, en werd opnieuw ingevoerd bij artikel 359 van de bestreden wet, zij het dat de inwerkingstelling van die vrijstelling aan de Koning werd toevertrouwd, na de toestemming van de Europese autoriteiten.

Die mogelijkheid om de vrijstelling van de heffing uit te breiden, strekte blijkens de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 30 december 2002 ertoe de marktdeelnemers die zich ingespannen hebben om verpakkingen te gebruiken die gedeeltelijk uit gerecycleerde grondstoffen zijn samengesteld niet aan de verpakkingshemming te onderwerpen, teneinde de systemen voor de sortering, terugwinning en het recycleren van verpakkingafval [die] sinds meerdere jaren geïmplementeerd worden, [voort te zetten en te vergroten]. Dit recycleren zorgt voor secundaire grondstoffen die aangewend worden voor de vervaardiging van nieuwe verpakkingen (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-1912/001, p. 27).

B.15.3. Uit diezelfde parlementaire voorbereiding blijkt overigens dat die vrijstellingsmogelijkheid tot stand is gekomen wegens het verstrijken van de overgangperiode tijdens welke de recycleerbare verpakkingen van de milieutaks konden worden vrijgesteld en om te vermijden dat « sommige economische sectoren [worden benadeeld] » en een en ander zou leiden tot het faillissement van een aanzienlijk aantal kleine en middelgrote ondernemingen (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-1912/001, p. 6).

B.15.4. Zoals het Hof heeft opgemerkt in zijn arrest nr. 195/2004 is het verschil in behandeling tussen herbruikbare en niet-herbruikbare drankverpakkingen niet zonder redelijke verantwoording. De wetgever heeft in redelijkheid kunnen oordelen dat herbruikbare verpakkingen die onderworpen zijn aan een stelsel van statiegeld, op het vlak van het voorkomen van het ontstaan van afvalstoffen, meer waarborgen bieden dan de niet-herbruikbare verpakkingen, nu het risico dat zij op een onverantwoorde wijze zouden worden verwijderd of in het huishoudelijk afval zouden terechtkomen, in vergelijking met niet-herbruikbare verpakkingen, aanzienlijk kleiner is, aangezien de consumenten door middel van het statiegeld ertoe worden aangezet de verpakkingen na gebruik terug in te leveren en de producenten gehouden zijn de herbruikbare verpakkingen minstens zeven maal te hervullen.

B.15.5. Weliswaar wijzen diverse studies uit dat niet-herbruikbare verpakkingen, gesteld dat zij in hoge mate selectief worden ingezameld en gerecycleerd, tot een gelijkwaardig resultaat inzake de beperking van productie van restafval zouden kunnen leiden en dat, afhankelijk van de onderzochte hypothesen, de algemene milieubalans, waarbij met alle milieueffecten tijdens de gehele levensduur van de drankverpakking rekening wordt gehouden, onder bepaalde strikte voorwaarden positief zou kunnen uitvallen voor bepaalde niet-herbruikbare verpakkingen.

Nu dat resultaat maar bereikt zou kunnen worden onder nader te bepalen voorwaarden, die door hun aard verschillen van die welke gelden voor herbruikbare verpakkingen, komt het de wetgever, rekening houdend met de beschikbare wetenschappelijke gegevens in dit verband, toe te bepalen onder welke voorwaarden de niet-herbruikbare verpakkingen voor vrijstelling van de verpakkingshemming in aanmerking komen.

B.16. Uit de bestreden bepaling en de vernietiging van artikel 359 van de programmawet van 22 december 2003 (eerste middel) vloeit voort dat voor de niet-herbruikbare drankverpakkingen niet langer is voorzien in een vrijstellingsmogelijkheid.

Gelet op hetgeen voorafgaat is het niet objectief en redelijk verantwoord dat de niet-herbruikbare drankverpakkingen onder geen enkele voorwaarde, zelfs niet wanneer bijzonder hoge recyclagepercentages zouden worden bereikt, vrijgesteld kunnen worden van de verpakkingshemming.

B.3. Sinds de vervanging ervan bij artikel 2 van de wet van 20 juli 2006, bepaalt het voormelde artikel 371 :

« § 1. Een verpakkingshemming is verschuldigd :

1° bij het in het verbruik brengen inzake accijnzen van dranken als bedoeld in artikel 370, verpakt in individuele verpakkingen;

2° bij het op de Belgische markt brengen van voornoemde dranken verpakt in individuele verpakkingen wanneer dit verpakken later plaatsvindt dan het in het verbruik brengen van deze dranken inzake accijnzen.

Deze verpakkingshemming bedraagt :

- 0 EUR per hectoliter product verpakt in individuele herbruikbare verpakkingen;

- 9,8537 EUR per hectoliter product verpakt in individuele niet-herbruikbare verpakkingen.

§ 2. Teneinde te kunnen genieten van het tarief voor individuele herbruikbare verpakkingen, moeten de volgende voorwaarden worden nageleefd :

a) de natuurlijke persoon of rechtspersoon die dranken verpakt in individuele verpakkingen in het verbruik brengt, levert het bewijs dat deze verpakkingen herbruikbaar zijn, dit wil zeggen dat ze minstens zevenmaal kunnen worden hervuld, en dat deze verpakkingen worden teruggenomen via een systeem van statiegeld en daadwerkelijk opnieuw gebruikt;

b) het bedrag van het statiegeld bedraagt minstens 0,16 EUR voor de verpakkingen met een inhoud van meer dan 0,5 liter en 0,08 EUR voor deze met een inhoud van minder dan of gelijk aan 0,5 liter.

§ 3. In afwijking van § 1, zijn de individuele drankverpakkingen die hoofdzakelijk bestaan uit één van de grondstoffen opgenomen in bijlage 18 niet onderworpen aan de verpakkingshemming.

B.4. Die vervanging van artikel 371 werd verantwoord door de noodzaak om de wetgeving aan te passen ingevolge het arrest nr. 186/2005 van het Hof. Die noodzaak werd in de memorie van toelichting als volgt uiteengezet :

« Aangezien de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur is gebaseerd op het concept om de herbruikbare verpakkingen te bevoordelen ten opzichte van de wegwerpverpakkingen, denkt de wetgever dus dat dit concept nog steeds op zijn plaats is en dat het dus raadzaam is dit aan herbruikbare drankverpakkingen toegekende voordeel te handhaven.

Om dit te bereiken zonder afbreuk aan de budgettaire gevolgen van deze verpakkingshemming te doen, op grond van hetzelfde bezwaar als het Hof in zijn arrest heeft geuit, lijkt het dus nodig dit voordeel in te voeren via een gedifferentieerd tarief van verpakkingshemming naar gelang van het soort gebruikte verpakking.

Om die reden wordt artikel 371 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur volledig herschreven, zodat wordt voorzien in een tarief van 0 EUR per hectoliter voor de herbruikbare verpakkingen, een tarief van 9,8537 EUR per hectoliter voor de wegwerpverpakkingen en een vrijstelling van verpakkingshelling voor verpakkingen die bestaan uit hout, aardewerk, porselein of kristal, zoals dit reeds sinds de uitvoering van de wet het geval is.

De nieuwe bepalingen van dit artikel 371 zouden zo snel mogelijk in werking moeten treden teneinde tegemoet te komen aan het Arbitragehof dat wenst dat de Wetgever vóór 1 juli 2006 maatregelen bekrachtigt » (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2596/001, p. 5*).

Het verslag van de Commissie voor de Financiën en de Begroting stelt bovendien :

« De minister stelt vast dat de Raad van State in zijn advies nr. 40.709/2 terugkomt op de mogelijkheid om een verschil in behandeling in te stellen voor de herbruikbare verpakkingen en de recycleerbare verpakkingen. De gewone wet van 16 januari 1993 is evenwel precies gebaseerd op dat differentiatieconcept.

In zijn arresten nrs. 195/2004 en 186/2005 merkte het Arbitragehof op dat ' het verschil in behandeling tussen herbruikbare en niet-herbruikbare drankverpakkingen niet zonder redelijke verantwoording ' is.

Wat de kritiek op de terugwerkende kracht van de maatregel betreft, antwoordt de minister dat die retroactiviteit in werkelijkheid geen enkel effect zal hebben, aangezien het ter bespreking voorliggende wetsontwerp de vrijstelling vervangt door het nultarief.

De gewone wet van 16 januari 1993 heeft haar doel, dat erin bestond het gebruik van herbruikbare verpakkingen te bevorderen, gemist. In ons land wordt immers steeds meer aan recyclage gedaan.

[...]

Tot slot zegt de minister nog steeds voorstander te zijn van een volledige uitstap uit de milieutaksregeling » (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2596/002, pp. 12 en 13*).

Ten aanzien van het belang

B.5. De tweede en de derde verzoekende partij kunnen in hun activiteit, in zoverre die de productie of de verdeling van mineraalwater of bronwater betreft, rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door bepalingen die het tarief en de regels inzake de vrijstelling van een heffing op de verpakkingen van die dranken wijzigen.

Die verzoekende partijen lijken derhalve, in de huidige stand van het onderzoek van het dossier door het Hof, van het belang te doen blijken om de schorsing te vorderen van die bepalingen. In zoverre het belang van die partijen aldus wordt aangetoond, is het niet noodzakelijk dat het Hof het belang van de eerste verzoekende partij onderzoekt.

Ten aanzien van de voorwaarden tot schorsing

B.6. De verzoekende partijen vorderen de schorsing van de bestreden bepaling met toepassing van artikel 20, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof. Sinds de wijziging ervan bij de bijzondere wet van 9 maart 2003 bepaalt dat artikel dat het Hof een wetskrachtige norm kan schorsen :

« als een beroep is ingesteld tegen een norm die identiek is met of gelijkaardig aan een reeds door het Arbitragehof vernietigde norm en die door dezelfde wetgever is aangenomen ».

Het amendement dat ertoe heeft geleid de woorden « of gelijkaardig aan » in te voegen in de tekst van artikel 20, 2^o, was als volgt gemotiveerd :

« Deze wijziging beoogt het gezag van de arresten van het Hof te versterken, door een schorsing ook mogelijk te maken wanneer een wetgevende instantie zich aan dit gezag probeert te onttrekken door nieuwe normen uit te vaardigen, die weliswaar licht gewijzigd zijn, maar ten gronde niet beantwoorden aan de bezwaren die het Arbitragehof hebben aangezet tot een eerder vernietigingsarrest. In een dergelijk geval is er geen reden om de schorsingsprocedure uit te sluiten, wat tot nu toe het geval was, gezien de rigide formulering van artikel 20 » (*Parl. St., Senaat, 2001-2002, nr. 2-897/4, p. 10*).

Ten aanzien van het identieke of gelijkaardige karakter van de bestreden norm ten opzichte van de vernietigde norm

B.7.1. In het eerste middel doen de verzoekende partijen gelden dat de wetgever met de aanneming van een wettelijke bepaling waarvan de gevolgen volkomen gelijkwaardig zijn met die welke in het leven werden geroepen door een wettelijke bepaling die door het Hof is vernietigd wegens schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, nogmaals de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet miskent.

B.7.2. Het nieuwe artikel 371 van de gewone wet van 16 juli 1993 vervangt een regeling waarbij de herbruikbare verpakkingen waren vrijgesteld van de in het geding zijnde heffing terwijl voor de niet-herbruikbare verpakkingen een heffing verschuldigd was, door een regeling waarin alle in het geding zijnde verpakkingen aan de heffing zijn onderworpen, maar waarbij die heffing echter gelijk is aan nul voor de verpakkingen die de in de vorige regeling bedoelde vrijstelling konden genieten.

B.7.3. Het is weliswaar juist dat, zoals de vertegenwoordiger van de minister voor de afdeling wetgeving van de Raad van State waaraan het voorontwerp van wet dat tot de bestreden norm heeft geleid voor advies werd onderworpen, heeft verklaard dat een heffingsregeling, zelfs wanneer die gelijk is aan nul, zich onderscheidt van een vrijstellingsregeling :

« De invoering in de wet van het tarief van nul euro per hectoliter gebeurt op dezelfde manier als bijvoorbeeld in Luxemburg, Duitsland of Nederland voor de niet-mousserende wijnen, krachtens artikel 5 van de richtlijn 92/84/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 19 oktober 1992 (PB van 31 oktober 1992 nr. L 316) betreffende de onderlinge aanpassing van de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken, waarbij het minimumtarief van de accijns die moet worden toegepast op de niet-mousserende wijnen en de mousserende wijnen op 0 ECU per hectoliter wordt vastgesteld.

Het feit dat een nultarief wordt vastgesteld, betekent dat er dus een tarief bestaat, ook al bedraagt het nul en dat bijgevolg de aan dat tarief onderworpen producten eveneens onderworpen zijn aan de in de voormelde richtlijn 92/12/EEG bedoelde accijnsregeling. Zij zullen dus in het belastingentrepot liggen en het voorwerp moeten uitmaken van een aangifte van inverbruikstelling (in België een ACC 4) bij het verlaten van dat entrepot voor verbruik » (eigen vertaling) (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2596/001, p. 11, in voetnoot*).

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft echter doen opmerken dat voor de herhaling van reeds begane fouten kon worden gevreesd (*ibid.*, p. 9) en vooral dat zij geen enkele verantwoording zag voor de in het ontwerp bedoelde verschillende behandeling van de in het geding zijnde verpakkingen, aangezien het met het ontwerp nagestreefde budgettaire oogmerk geen reden is om de Grondwet te veronachtzamen (*ibid.*, p. 11).

B.7.4. Er kan worden aangenomen dat, ten aanzien van de in het geding zijnde heffing, voor de verpakkingen die herbruikbaar zijn en diegene die dat niet zijn een verschil in behandeling bestaat, waarbij het aan de wetgever toekomt de modaliteiten ervan te bepalen. Nochtans blijft het te dezen zo dat de maatregel die, ongeacht de vraag of die voortvloeit uit budgettaire overwegingen of uit zorg voor het leefmilieu, zich ertoe beperkt een vrijstelling te vervangen door een heffing die gelijk is aan nul, de discriminatie die heeft geleid tot de vernietiging van de bepalingen van de wet van 22 december 2003 bij het arrest nr. 186/2005, niet heeft doen verdwijnen.

Ook al wordt de bestreden wet voorgesteld als een herstelwet waarmee de wetgever bovendien de dwingende begrotingsdoelstellingen waarvoor hij instaat, wil vrijwaren, toch houdt ze geen rekening met de in het arrest nr. 186/2005 (B.15.5) vermelde voorwaarden waaronder de algemene milieubalans voor sommige niet-herbruikbare verpakkingen positief zou kunnen uitvallen en waaronder, rekening houdend met de beschikbare wetenschappelijke gegevens, die verpakkingen in aanmerking zouden kunnen komen voor een gunstigere regeling dan die waaraan ze thans zijn onderworpen. In de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet wordt niet aangegeven dat de wetgever de voorwaarden waaronder, rekening houdend met de genoemde wetenschappelijke gegevens, een dergelijke regeling aan de betrokken belastingplichtigen had kunnen worden toegekend, zou hebben onderzocht en niet haalbaar zou hebben geacht.

B.8. Uit hetgeen voorafgaat vloeit voort dat, ondanks de wijzigingen die het bevat, het nieuwe artikel 371 van de gewone wet van 16 juli 1993, wat betreft de door de verzoekende partijen geformuleerde grief, de essentie van de vroegere bepaling overneemt en met hetzelfde gebrek is aangetast, zodat het gaat om een norm die gelijkaardig is aan die welke het Hof heeft vernietigd, in de zin van artikel 20, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.9. Rekening houdend met die vaststelling is het onderzoek van de andere middelen in de huidige stand van de procedure niet dienstig.

B.10.1. Bij het onderzoek van de zaak tijdens de terechtzitting van 13 september 2006 heeft de Ministerraad aangevoerd dat de schorsing geen nuttig effect zou hebben aangezien daardoor de overeenstemmende bepalingen van artikel 371 van de gewone wet van 16 juli 1993 opnieuw in werking zouden worden gesteld in de redactie die ze hadden vóór de wijziging ervan bij de aangevochten wet, namelijk zoals vervangen bij artikel 25 van de programlawet van 9 juli 2004, dat niet met een beroep tot vernietiging is bestreden en op grond waarvan de verzoekende partijen niet zouden beschikken over de mogelijkheid om te worden vrijgesteld van de in het geding zijnde heffing.

B.10.2. Het Hof kan, rekening houdend met de draagwijdte van het arrest nr. 186/2005, niet vooruitlopen op de vraag of dat artikel 371 zal worden toegepast, noch op de afloop van het contentieux waartoe die toepassing zou kunnen leiden.

Om die redenen,
het Hof

schorst artikel 371 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, zoals het is vervangen bij artikel 2 van de wet van 20 juli 2006 tot wijziging van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 18 oktober 2006.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
M. Melchior

SCHIEDSHOF

[2006/203514]

Auszug aus dem Urteil Nr. 156/2006 vom 18. Oktober 2006

Geschäftsverzeichnisnummer 4036

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung des Gesetzes vom 20. Juli 2006 zur Abänderung des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, erhoben von der VoG Fédération royale de l'industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 17. August 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 18. August 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf einstweilige Aufhebung des Gesetzes vom 20. Juli 2006 zur Abänderung des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. August 2006): die VoG Fédération royale de l'industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes, mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, avenue Général de Gaulle 51/5, die Nestlé Waters Benelux AG, mit Gesellschaftssitz in 6740 Etalle, rue du Bois 1, und die Danone Waterbrands Benelux AG, mit Gesellschaftssitz in 1150 Brüssel, avenue de Broqueville 12.

Mit separater Klageschrift beantragen die klagende Parteien ebenfalls die Nichtigerklärung des vorerwähnten Gesetzes.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmung

B.1.1. In der Fassung vor dem Programmgesetz vom 22. Dezember 2003 bestimmte Artikel 371 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur:

«§ 1. Eine Verpackungsabgabe wird erhoben zu dem Zeitpunkt, wenn in Einzelverpackungen verpackte Getränke für den Konsum bereitgestellt werden, zum Satz von 11,6262 EUR je Hektoliter des in diesen Verpackungen verpackten Produktes.

§ 2. Wiederverwendbare Verpackungen unterliegen nicht der Verpackungsabgabe, wenn folgende Bedingungen eingehalten werden:

a) die natürliche oder juristische Person, die in Einzelverpackungen verpackte Getränke für den Konsum bereitstellt, weist nach, dass diese Verpackungen wiederverwendbar sind, das heißt, dass sie wenigstens sieben Mal wieder gefüllt werden können und dass diese Verpackungen mit einem Pfandsystem zurückgenommen und tatsächlich wiederverwendet werden;

b) das Pfand beträgt mindestens 0,16 EUR für Verpackungen mit einem Inhalt von mehr als 0,5 Liter und 0,08 EUR für Verpackungen mit einem Inhalt von 0,5 Liter oder weniger;

[...]

§ 3. Von der Verpackungsabgabe befreit sind:

[...]

2. Getränkeverpackungen, die hauptsächlich aus einem der in Anhang 18 vorgesehenen Materialien bestehen;

3. Getränkeverpackungen, die je nach Art des Materials aus einer Mindestmenge von wiederverwerteten Stoffen bestehen, deren Prozentsatz durch einen im Ministerrat beratenen und anschließend durch ein Gesetz bestätigten königlichen Erlass festgelegt wird.

§ 4. Die in Paragraph 3 vorgesehene Befreiung wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

a) die natürliche oder juristische Person, die in Einzelverpackungen verpackte Getränke für den Konsum bereitstellt, weist nach, dass diese Verpackungen den vom König festgelegten Bedingungen entsprechen;

[...]

§ 5. Eine vom Wirtschaftsminister anerkannte unabhängige Kontrolleinrichtung prüft den Gehalt an wiederverwerteten Stoffen der Getränkeverpackungen auf der Grundlage der Anteile an wiederverwerteten Stoffen und neuen Rohstoffen, die zur Herstellung von Getränkeverpackungen, für die eine Befreiung gelten kann, verwendet werden».

B.1.2. Artikel 358 Buchstabe a) des Programmgesetzes vom 22. Dezember 2003 verringerte den Satz der Verpackungsabgabe auf einen Betrag von 9,8537 Euro je Hektoliter.

Artikel 358 Buchstabe b) hob Nr. 3 von Paragraph 3 des vorerwähnten Artikels 371 auf, während die Buchstaben c) und d) die Paragraphen 4 beziehungsweise 5 desselben Artikels 371 aufhoben.

Diese Änderungen führten zur Abschaffung der Möglichkeit für die nicht wiederverwendbaren Verpackungen, in den Genuss der Befreiung von der Abgabe im Sinne von Artikel 371 zu gelangen.

Außerdem fügte Artikel 359 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 2003 in das ordentliche Gesetz vom 16. Juli 1993 einen Artikel 371*bis* ein, durch den der König dazu ermächtigt wurde, eine Befreiung von der Verpackungsabgabe für Einweg-Getränkeverpackungen vorzusehen, die zu einem gewissen Teil Recyclingmaterial enthalten, wobei Er dessen Mindestprozentsatz festlegte.

B.2. In seinem Urteil Nr. 186/2005 vom 14. Dezember 2005 hat der Hof die Artikel 358 Buchstaben b), c) und d) und 359 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 2003 für nichtig erklärt, die Folgen des für nichtig erklärten Artikels 358 Buchstaben b), c) und d) bis zum 24. Juli 2004 aufrechterhalten und die Folgen des für nichtig erklärten Artikels 359 bis zum 30. Juni 2006 aufrechterhalten.

Der Hof hat erkannt, dass die durch Artikel 371*bis* des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 dem König erteilte Ermächtigung gegen Artikel 172 Absatz 2 der Verfassung verstieß. Was Artikel 371 betrifft, hat der Hof festgestellt, dass das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003 die Befreiung von der zu entrichtenden Abgabe für die Getränkeverpackungen, die je nach Art des Materials aus einer Mindestmenge von wiederverwerteten Stoffen bestehen, abschaffte. Er hat erkannt, dass diese Maßnahme weder objektiv noch vernünftig gerechtfertigt war, und zwar aus folgenden Gründen:

«B.15.1. Wie der Hof bereits in seinem Urteil Nr. 195/2004 angeführt hatte, hat das System der Umweltsteuern ursprünglich einen Behandlungsunterschied zwischen wiederverwendbaren Verpackungen und wiederverwertbaren Verpackungen eingeführt, da der Gesetzgeber von dem Grundsatz ausging, dass die Wiederverwendung der Wiederverwertung vorzuziehen sei.

Nach Auffassung des Gesetzgebers konnte die Einführung gewisser Umweltsteuern 1993 nicht von der Anwendung eines Pfandes getrennt werden, die zwei Zielen diente: (1) ein Rücknahmesystem einführen, das eine sehr hohe Rückgabequote gewährleisten sollte, um die Effizienz der Rücknahme zu garantieren, und (2) den Hersteller oder Importeur des betreffenden Produktes für die Rücknahme und somit für die Bewirtschaftung (Entsorgung, Wiederverwertung oder Wiederverwendung) verantwortlich machen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 897/1, S. 75).

Aufgrund des ehemaligen Artikels 372 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 waren wiederverwendbare Getränkeverpackungen unter gewissen Bedingungen von der Umweltsteuer befreit, wenn der Getränkebehälter einem Pfandsystem im Hinblick auf die Wiederverwendung unterlag.

Diese vorteilhaftere Behandlung, die ursprünglich zugunsten der wiederverwendbaren Verpackungen im Vergleich zu wiederverwertbaren Verpackungen bestand, wurde jedoch durch ein Gesetz vom 7. März 1996 auf die letzteren ausgedehnt. Nur übergangsweise ermöglichte Artikel 373 § 4 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993, der durch das obengenannte Gesetz eingefügt wurde, eine Befreiung von der Umweltsteuer, wenn ein bestimmter Prozentsatz der Wiederverwertung pro verwendetes Material erreicht war. Es wurde diesbezüglich jedoch nicht je nachdem unterschieden, ob die erzielten wiederverwerteten Stoffe zur Herstellung von Getränkeverpackungen oder zur Herstellung anderer Produkte verwendet wurden.

B.15.2. Das Gesetz vom 30. Dezember 2002 ' zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen im Bereich der Umweltsteuern und Umweltbonuse ' befreite - wie es der Hof bereits in seinem Urteil Nr. 195/2004 hervorgehoben hat - die wiederverwendbaren Verpackungen von der Verpackungsabgabe, vorausgesetzt, die im Gesetz festgelegten Bedingungen waren erfüllt, belegte die nicht wiederverwendbaren Getränkeverpackungen aber grundsätzlich mit der Verpackungsabgabe. Die Möglichkeit einer Befreiung für Verpackungen, die aus einem Mindestanteil von wiederverwerteten Materialien bestehen, war jedoch vorgesehen. Diese Möglichkeit der Befreiung war vor der Aufhebung durch das angefochtene Gesetz Gegenstand von Artikel 373 § 3 Nr. 3 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993, der durch das Gesetz vom 30. Dezember 2002 eingefügt wurde, und wurde durch Artikel 359 des angefochtenen Gesetzes wieder eingeführt, und zwar dahingehend, dass dem König die Umsetzung dieser Befreiung nach der Genehmigung durch die europäischen Behörden anvertraut wurde.

Diese Möglichkeit zur Ausdehnung der Befreiung von der Abgabe diene laut den Vorarbeiten zum vorgenannten Gesetz vom 30. Dezember 2002 dazu, den ' Wirtschaftsteilnehmern, die sich bemüht haben, Verpackungen zu verwenden, die teilweise aus wiederverwerteten Materialien bestehen ' nicht die Verpackungsabgabe aufzuerlegen, um ' die zum Sortieren, zur Rückgewinnung und Wiederverwertung der Verpackungen seit mehreren Jahren aufgebauten Systeme fortzuführen und zu verstärken, wobei durch die Wiederverwertung Sekundärrohstoffe gewonnen werden können, die zur Herstellung neuer Verpackungen benötigt werden ' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-1912/001, S. 27).

B.15.3. Im Übrigen geht aus denselben Vorarbeiten hervor, dass diese Möglichkeit der Befreiung wegen des Endes der Übergangszeit angenommen wurde, in der wiederverwertbare Verpackungen von der Umweltsteuer befreit werden konnten, und mit dem Ziel, eine ' Benachteiligung gewisser Wirtschaftssektoren ' sowie ' den Konkurs einer erheblichen Anzahl kleinerer und mittlerer Unternehmen ' zu vermeiden (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-1912/001, S. 6).

B.15.4. Wie der Hof bereits in seinem Urteil Nr. 195/2004 angeführt hatte, entbehrt der Behandlungsunterschied zwischen wiederverwendbaren und nicht wiederverwendbaren Getränkeverpackungen nicht einer vernünftigen Rechtfertigung. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise davon ausgehen, dass die wiederverwendbaren Verpackungen, die einem Pfandsystem unterliegen, bessere Garantien bieten hinsichtlich der Vermeidung der Entstehung von Abfällen als nicht wiederverwendbare Verpackungen, da die Gefahr, dass sie auf unverantwortliche Weise entsorgt werden oder in den Haushaltsmüll gelangen könnten, in vielen Fällen geringer ist als bei nicht wiederverwendbaren Verpackungen, weil die Verbraucher durch das Pfand dazu veranlasst werden, die Verpackungen nach ihrer Verwendung zurückzugeben, und die Hersteller verpflichtet sind, die wiederverwendbaren Verpackungen mindestens sieben Mal zu füllen.

B.15.5. Es trifft zu, dass verschiedene Studien gezeigt haben, dass die Verwendung von nicht wiederverwendbaren Verpackungen, vorausgesetzt, sie können großenteils selektiv gesammelt und wiederverwertet werden, zu einem gleichwertigen Ergebnis hinsichtlich der Begrenzung der Produktion von Restabfällen führen könnte und dass entsprechend den geprüften Thesen die Gesamtbilanz hinsichtlich des Umweltschutzes, in der alle Umweltauswirkungen während der gesamten Lebensdauer der Getränkeverpackung berücksichtigt werden, für gewisse nicht wiederverwendbare Verpackungen unter bestimmten strengen Bedingungen positiv ausfallen könnte.

Da dieses Ergebnis nur unter näher festzulegenden Bedingungen zu erreichen ist, die sich durch ihre Beschaffenheit von denjenigen unterscheiden, die für wiederverwendbare Verpackungen gelten, obliegt es dem Gesetzgeber, angesichts der diesbezüglich verfügbaren wissenschaftlichen Angaben festzulegen, unter welchen Bedingungen nicht wiederverwendbare Verpackungen für eine Befreiung von der Verpackungsabgabe in Frage kommen.

B.16. Aus der angefochtenen Bestimmung und der Nichtigkeitsklärung von Artikel 359 des Programmsgesetzes vom 22. Dezember 2003 (erster Klagegrund) geht hervor, dass für die nicht wiederverwendbaren Getränkeverpackungen nunmehr keine Befreiungsmöglichkeit mehr vorgesehen ist.

Angesichts der vorstehenden Erwägungen ist es weder objektiv noch vernünftig gerechtfertigt, die nicht wiederverwendbaren Getränkeverpackungen unter keinen Umständen, selbst dann nicht, wenn besonders hohe Recyclingprozentsätze erreicht werden, von der Verpackungsabgabe zu befreien».

B.3. Seit seiner Ersetzung durch Artikel 2 des Gesetzes vom 20. Juli 2006 bestimmt der vorerwähnte Artikel 371:

«§ 1. Eine Verpackungsabgabe ist zu entrichten:

1. bei der Überführung von in Einzelverpackungen verpackten Getränken im Sinne von Artikel 370 in den steuerrechtlich freien Verkehr in Sachen Akzisen;

2. bei der in Belgien erfolgten Vermarktung der vorerwähnten in Einzelverpackungen verpackten Getränke, wenn diese Verpackung später erfolgt als die Überführung dieser Getränke in den steuerrechtlich freien Verkehr in Sachen Akzisen.

Diese Verpackungsabgabe beträgt:

- 0 EUR je Hektoliter des in wiederverwendbaren Einzelverpackungen verpackten Produktes;

- 9,8537 EUR je Hektoliter des in nicht wiederverwendbaren Einzelverpackungen verpackten Produktes.

§ 2. Die Anwendung des Satzes für wiederverwendbare Einzelverpackungen setzt die Erfüllung folgender Bedingungen voraus:

a) die natürliche oder juristische Person, die in Einzelverpackungen verpackte Getränke in den steuerrechtlich freien Verkehr überführt, weist nach, dass diese Verpackungen wiederverwendbar sind, das heißt, dass sie wenigstens sieben Mal wieder gefüllt werden können und dass diese Verpackungen mit einem Pfandsystem zurückgenommen und tatsächlich wiederverwendet werden;

b) das Pfand beträgt mindestens 0,16 EUR für Verpackungen mit einem Inhalt von mehr als 0,5 Liter und 0,08 EUR für Verpackungen mit einem Inhalt von 0,5 Liter oder weniger.

§ 3. In Abweichung von § 1 unterliegen Getränkeeinzelverpackungen, die hauptsächlich aus einem der in Anhang 18 vorgesehenen Materialien bestehen, nicht der Verpackungsabgabe.

B.4. Die Ersetzung von Artikel 371 wurde durch die Notwendigkeit gerechtfertigt, die Gesetzgebung infolge des Urteils Nr. 186/2005 des Hofes anzupassen. Diese Notwendigkeit wurde in der Begründung folgendermaßen dargelegt:

«Da das ordentliche Gesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur auf dem Konzept beruht, wiederverwendbare Verpackungen statt Einwegverpackungen zu bevorzugen, vertritt der Gesetzgeber also die Auffassung, dass dieses Konzept immer noch aktuell ist und dass es sich empfiehlt, diesen den wiederverwendbaren Getränkeverpackungen eingeräumten Vorteil aufrechtzuerhalten.

Damit dieses Ziel erreicht wird, ohne dass den haushaltsmäßigen Folgen dieser Verpackungsabgabe Abbruch getan wird, und zwar unter Beachtung der vom Hof in seinem Urteil geäußerten Bedenken, scheint es also angebracht zu sein, diesen Vorteil mittels eines differenzierten Satzes der Verpackungsabgabe je nach der Art der verwendeten Verpackung einzuführen.

Deshalb wird Artikel 371 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur völlig neu verfasst; vorgesehen werden ein Satz von 0 EUR je Hektoliter für die wiederverwendbaren Verpackungen, ein Satz von 9,8537 EUR je Hektoliter für die Einwegverpackungen und eine Befreiung von der Verpackungsabgabe für Verpackungen aus Holz, Steingut, Porzellan oder Kristall, so wie dies seit der Ausführung des Gesetzes bereits der Fall ist.

Die neuen Bestimmungen dieses Artikels 371 sollten möglichst bald in Kraft treten, damit dem Wunsch des Schiedshofes, der Gesetzgeber möge vor dem 1. Juli 2006 Maßnahmen ergreifen, entsprochen wird» (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2596/001, S. 5*).

Im Bericht der Finanz- und Haushaltskommission heißt es außerdem:

«Der Minister stellt fest, dass der Staatsrat in seinem Gutachten Nr. 40.709/2 die unterschiedliche Behandlung von wiederverwendbaren und wiederverwertbaren Verpackungen in Frage stellt. Das ordentliche Gesetz vom 16. Januar 1993 basiert jedoch auf eben diesem Differenzierungskonzept.

In seinen Urteilen Nrn. 195/2004 und 186/2005 hat der Schiedshof bemerkt, ' der Behandlungsunterschied zwischen wiederverwendbaren und nicht wiederverwendbaren Getränkeverpackungen entbehrt nicht einer vernünftigen Rechtfertigung '.

Was die Kritik an der Rückwirkung der Maßnahme betrifft, wird - so der Minister - die Retroaktivität wirkungslos bleiben, denn der zur Debatte stehende Gesetzentwurf ersetzt die Befreiung durch den Nulltarif.

Das ordentliche Gesetz vom 16. Januar 1993 hat sein Ziel, den Einsatz wiederverwendbarer Verpackungen zu fördern, verfehlt. In unserem Land gewinnt die Wiederverwertung nämlich immer mehr an Gewicht.

[...]

Schließlich erklärt der Minister, immer noch einen völligen Ausstieg aus der Umweltsteuerregelung zu befürworten» (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2596/002, SS. 12 und 13*).

Hinsichtlich des Interesses

B.5. Die zweite und die dritte klagende Partei können in ihrer Tätigkeit insofern, als diese die Produktion oder den Vertrieb von Mineralwasser oder Quellwasser zum Gegenstand hat, unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch Bestimmungen betroffen werden, die den Satz und die Befreiungsregeln einer Abgabe auf die Verpackungen der besagten Getränke ändern.

Diese klagenden Parteien scheinen daher - beim heutigen Stand der Untersuchung der Angelegenheit durch den Hof - das erforderliche Interesse aufzuweisen, die einstweilige Aufhebung dieser Bestimmungen zu beantragen. Insofern das Interesse dieser Parteien somit nachgewiesen ist, braucht der Hof das Interesse der ersten klagenden Partei nicht zu prüfen.

Hinsichtlich der Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.6. Die klagenden Parteien beantragen die einstweilige Aufhebung der angefochtenen Bestimmung in Anwendung von Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof. Seit seiner Abänderung durch das Sondergesetz vom 9. März 2003 bestimmt dieser Artikel, dass der Hof eine Gesetzesnorm einstweilig aufheben kann,

«wenn eine Klage gegen eine Norm eingereicht wird, die mit einer vom Schiedshof bereits für nichtig erklärten Norm identisch oder ihr ähnlich ist und vom selben Gesetzgeber verabschiedet wurde».

Der Abänderungsantrag, der dazu geführt hat, die Wörter «oder ihr ähnlich» in den Text von Artikel 20 Nr. 2 einzufügen, wurde folgendermaßen begründet:

«Zweck dieser Änderung ist es, die Rechtskraft der Urteile des Hofes zu verstärken, indem eine einstweilige Aufhebung auch ermöglicht wird, wenn eine gesetzgebende Instanz versucht, diese Rechtskraft zu umgehen, indem sie neue Normen erlässt, die zwar leicht geändert sind, im Grunde aber nicht den Beschwerden entsprechen, die den Hof zu einem früheren Nichtigkeitsurteil veranlasst haben. In einem solchen Fall gibt es keinen Grund, das Verfahren auf einstweilige Aufhebung auszuschließen, was bisher angesichts der starren Formulierung von Artikel 20 der Fall war» (*Parl. Dok., Senat, 2001-2002, Nr. 2-897/4, S. 10*).

Hinsichtlich der Identität oder Ähnlichkeit der angefochtenen Norm mit der für nichtig erklärten Norm

B.7.1. Im ersten Klagegrund machen die Kläger geltend, dass der Gesetzgeber mit der Annahme einer Gesetzesbestimmung, deren Folgen mit denjenigen einer vom Hof wegen Verstoßes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung für nichtig erklärten Gesetzesbestimmung vollkommen gleichwertig seien, wiederum die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung missachte.

B.7.2. Der neue Artikel 371 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 ersetzt eine Regelung, die die wiederverwendbaren Verpackungen von der fraglichen Abgabe befreite, während für die nicht wiederverwendbaren Verpackungen eine Abgabe zu entrichten war, durch eine Regelung, die sämtliche fraglichen Verpackungen der Abgabe unterwirft, wobei aber die Abgabe null Euro beträgt für die Verpackungen, für die die Befreiung im Sinne der vorherigen Regelung galt.

B.7.3. Es ist zwar richtig, dass - so wie der Vertreter des Ministers vor der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates, der der Gesetzesvorentwurf, der zur angefochtenen Norm geführt hat, zur Begutachtung unterbreitet wurde, erklärt hat - eine Abgabenregelung sich auch dann, wenn die Abgabe null Euro beträgt, von einer Befreiungsregelung unterscheidet:

«Der Satz von null Euro pro Hektoliter wird auf die gleiche Weise in das Gesetz eingeführt wie zum Beispiel in Luxemburg, Deutschland oder den Niederlanden für nicht schäumende Weine gemäß Artikel 5 der Richtlinie 92/84/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 19. Oktober 1992 (ABL Nr. L 316 vom 31. Oktober 1992) über die Annäherung der Verbrauchsteuersätze auf Alkohol und alkoholische Getränke, durch den der Mindestverbrauchsteuersatz für stillen Wein und für Schaumwein auf 0 ECU je Hektoliter des Erzeugnisses festgesetzt wird.

Der Umstand, dass ein Nulltarif festgesetzt wird, bedeutet, dass es einen Steuersatz gibt, auch wenn dieser null beträgt, und dass demzufolge die dem Steuersatz unterliegenden Produkte ebenfalls der Verbrauchsteuerregelung im Sinne der vorerwähnten Richtlinie 92/12/EWG unterliegen. Sie werden also im Steuerlager gelagert und müssen zur Überführung in den steuerrechtlich freien Verkehr angemeldet werden (in Belgien eine Anmeldung ACC 4), wenn sie das Lager verlassen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2596/001, S. 11, Fußnote).

Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hat jedoch bemerkt, dass eine Wiederholung der in der Vergangenheit begangenen Fehler zu befürchten sei (ebenda, S. 9), und vor allen Dingen, dass sie keine Rechtfertigung für die im Entwurf enthaltene unterschiedliche Behandlung der betreffenden Verpackungen erkenne, da das mit dem Entwurf angestrebte Haushaltsziel kein Grund sei, die Verfassung zu missachten (ebenda, S. 11).

B.7.4. Es ist annehmbar, dass es hinsichtlich der fraglichen Abgabe für die Verpackungen, die wiederverwendbar sind, und diejenigen, die es nicht sind, einen Behandlungsunterschied gibt, wobei es Sache des Gesetzgebers ist, die Modalitäten desselben zu bestimmen. Dennoch ist es im vorliegenden Fall weiterhin so, dass die Maßnahme, die - ungeachtet dessen, ob diese auf Haushalts- oder auf Umwelterwägungen zurückzuführen ist - sich darauf beschränkt, eine Befreiung durch eine Abgabe in Höhe von null Euro zu ersetzen, die Diskriminierung, die zur Nichtigerklärung der Bestimmungen des Gesetzes vom 22. Dezember 2003 durch das Urteil Nr. 186/2005 geführt hat, nicht beseitigt.

Wenngleich das angefochtene Gesetz als ein Nachbesserungsgesetz dargestellt wird, mit dem der Gesetzgeber außerdem die zwingenden Haushaltsziele, für die er einsteht, wahren möchte, berücksichtigt es nicht die im Urteil Nr. 186/2005 (B.15.5) erwähnten Bedingungen, unter denen die Gesamtbilanz hinsichtlich des Umweltschutzes für gewisse nicht wiederverwendbare Verpackungen positiv ausfallen könnte und unter denen diese Verpackungen unter Berücksichtigung der verfügbaren wissenschaftlichen Angaben für eine günstigere Regelung als diejenige, der sie zur Zeit unterliegen, in Frage kommen könnten. In den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz wird nicht angegeben, dass der Gesetzgeber die Bedingungen, unter denen eine solche Regelung unter Berücksichtigung der besagten wissenschaftlichen Angaben den betreffenden Steuerpflichtigen hätte eingeräumt werden können, geprüft und für nicht durchführbar gehalten hätte.

B.8. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass trotz der darin enthaltenen Änderungen der neue Artikel 371 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993, was die von den klagenden Parteien geäußerte Beschwerde betrifft, das Wesentliche der früheren Bestimmung übernimmt und mit dem gleichen Mangel behaftet ist, so dass es sich dabei um eine Norm handelt, die der vom Hof für nichtig erklärten Norm ähnlich ist, im Sinne von Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989.

B.9. Unter Berücksichtigung dieser Feststellung ist die Prüfung der übrigen Klagegründe beim heutigen Stand des Verfahrens nicht sachdienlich.

B.10.1. Bei der Behandlung der Rechtssache während der Sitzung vom 13. September 2006 hat der Ministerrat geltend gemacht, dass die einstweilige Aufhebung keine sinnvolle Wirkung haben würde, weil dadurch die entsprechenden Bestimmungen von Artikel 371 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 erneut in Kraft treten würden in der Fassung vor ihrer Abänderung durch das angefochtene Gesetz, d.h. ersetzt durch Artikel 25 des Programmgesetzes vom 9. Juli 2004, der nicht mit einer Nichtigkeitsklage angefochten wurde und aufgrund dessen die klagenden Parteien nicht über die Möglichkeit verfügen würden, von der fraglichen Abgabe befreit zu werden.

B.10.2. Der Hof kann unter Berücksichtigung der Tragweite des Urteils Nr. 186/2005 weder der Frage, ob dieser Artikel 371 angewandt werden wird, noch dem Ablauf der Streitsachen, zu denen diese Anwendung führen könnte, vorgreifen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

hebt Artikel 371 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, ersetzt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 20. Juli 2006 zur Abänderung des vorerwähnten ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993, einstweilig auf.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 18. Oktober 2006.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,
M. Melchior